



EXTRAIT DE PÉTITION **(Conforme au Règlement)**

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 558 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE les recommandations des membres syndicaux réunis en table de concertation lors de la réouverture des écoles ont été écartées;

CONSIDÉRANT QUE les décisions prises depuis le début de la pandémie portent atteinte à la sécurité des élèves/étudiants, des membres du personnel et de leurs proches;

CONSIDÉRANT QUE des recommandations de l'INSPQ ont été ignorées et que le milieu de l'éducation n'a pas été consulté sur la faisabilité de ces propositions;

CONSIDÉRANT QUE les négociations sont en cours depuis plusieurs mois et qu'aucune entente proposée n'est acceptable pour le moment;

CONSIDÉRANT QUE les investissements annoncés dans l'accès aux ressources (1000 spécialistes en deux ans) sont nettement insuffisants pour répondre aux nombreux besoins;

CONSIDÉRANT QUE le personnel scolaire souffre depuis plusieurs années des mauvaises conditions du réseau de l'éducation provoquant la désertion de la profession;

CONSIDÉRANT QUE l'on observe des abandons de formation qui mettent en péril le futur du réseau;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec qu'il :

- Repose ses décisions en éducation sur les recommandations de la Santé publique ainsi que sur celles des représentants du milieu, soit les autorités syndicales, afin d'assurer une meilleure sécurité pour le personnel scolaire et les élèves/étudiants;
- Investisse massivement pour faciliter l'accès aux ressources afin d'assurer un enseignement de qualité à tous les élèves/étudiants;
- Procède à une redéfinition des ratios élèves/enseignant en tenant compte de l'intégration des EHDAA;
- Démontre une réelle volonté de changement dans le cadre des négociations.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Christine Labrie, députée de Sherbrooke

15 février 2021

Date de signature de l'extrait